

Peu d'avancées au Sommet mondial sur la sécurité alimentaire

Le Sommet mondial sur la sécurité alimentaire organisé par l'Organisation des Nations unies pour l'agriculture et l'alimentation (FAO) s'est tenu à Rome du 16 au 18 Novembre. Soixante chefs d'Etat et de gouvernement et 191 ministres de 182 Etats membres de la FAO y ont participé. A l'exception de Silvio Berlusconi, Président du Conseil italien, hôte du sommet, aucun chef d'Etat ou de gouvernement du G8 n'était présent. Dans la déclaration finale adoptée au premier jour des travaux, les participants se sont engagés à « *éradiquer la faim dans le monde* », mais l'échéance de 2025 a été supprimée du projet initial. Au lieu de cela, le texte mentionne une simple promesse d'éliminer la faim « *dans les meilleurs délais* ». Le directeur général de la FAO, Jacques Diouf, a déclaré qu'il n'était pas « *satisfait du fait qu'il n'y ait pas d'engagement quant à la date, au montant et aux conditions* » des promesses d'aides.

S'il déplore l'absence de calendrier et d'objectifs chiffrés, Jacques Diouf a toutefois souligné que le Sommet a permis de prendre des « *engagements importants* » : « *redoubler d'efforts pour atteindre le premier des Objectifs du Millénaire pour le développement consistant à réduire de moitié la faim dans le monde d'ici à 2015 et à l'éradiquer le plus vite possible* », ou encore « *renforcer la coordination internationale et la gouvernance de la sécurité alimentaire en mettant en œuvre une profonde réforme du Comité de la sécurité alimentaire mondiale* ». Aucun engagement chiffré n'a été pris en termes d'investissements dans les capacités de production agricole, mais les participants se sont engagés à « *inverser la tendance à la diminution des financements nationaux et internationaux consacrés à l'agriculture, à la sécurité alimentaire et au développement rural des pays en développement* ». Enfin, la déclaration finale entend « *promouvoir de nouveaux investissements dans la production et la productivité agricoles des pays en développement* ». Pour le directeur général de la FAO, des progrès ont été faits au cours de ce sommet mais « *cela ne va pas aussi loin que la FAO l'aurait souhaité* ». De nombreuses ONG ont salué le fait que « *la communauté internationale s'engage à soutenir les petits agriculteurs, et notamment les femmes* » mais ont également déploré que cette déclaration ne précise pas les moyens qui permettront d'atteindre ces objectifs.

Dans le cadre de l'amélioration de la gouvernance mondiale de la lutte contre la faim, la Conférence de la FAO (assemblée générale qui se tient tous les deux ans) a confirmé le renforcement du Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA). Comme annoncé le 20 Octobre dernier (Cf. Lettre 277), ce Comité sera « *étouffé pour comprendre, outre tous les Etats membres de l'ONU et de la FAO, des représentants d'organisations internationales, d'ONG, du secteur privé et de la société civile* ». Il doit devenir un élément central du Partenariat mondial pour l'agriculture, la sécurité alimentaire et la nutrition. Le CSA coordonnera les initiatives internationales contre la faim et prendra d'après la FAO « *des décisions rapides* » sur les questions alimentaires mondiales. Il sera secondé dans cette tâche par un panel international d'experts de haut niveau. D'après la FAO, « *les pays sont encouragés à renforcer le poids politique du Comité de la sécurité alimentaire mondiale en s'assurant qu'ils y sont représentés au plus haut niveau possible* ». Cependant, de nombreux observateurs regrettent l'absence de précision sur cette réforme et estiment que des divergences demeurent sur le rôle du comité entre les Etats qui souhaitent qu'il définisse une politique agricole globale et ceux qui veulent le limiter à une coordination des actions sur le terrain.

Le 22 Novembre, la Conférence a élu Luc Guyau, président de l'Assemblée permanente des Chambres d'agriculture françaises, au poste de Président indépendant du Conseil, l'instance dirigeante de la FAO, comprenant 49 Etats membres. D'après le communiqué de la FAO, Il aura notamment la responsabilité « *de superviser les progrès enregistrés par le programme de réforme et de renouveau de la FAO* ».

Un nouveau Secrétaire général du Groupe des pays d'Afrique Caraïbes et Pacifique (ACP)

Le Conseil des ministres du Groupe des pays ACP qui se réunissait à Bruxelles du 17 au 19 novembre lors de sa 90^{ème} session, a nommé le Docteur Ibn Chambas au poste de Secrétaire Général du Groupe ACP pour un mandat de cinq ans à partir du 1^{er} mars 2010. Ibn Chambas était jusque-là président de la Commission de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (Cédéao). Le Groupe ACP compte 79 Etats membres. Le Secrétaire général est chargé de la mise en œuvre de la politique internationale du Groupe ainsi que de l'animation et de la coordination de la politique de coopération.

Sources : AFP, APA, Reuters, Les Echos, Jdd.fr, FAO, Le Monde.